

Ollivier, conseiller juridique de cette Chambre, dans son excellent volume concernant les problèmes de la souveraineté canadienne. Cet éminent avocat disait, et je cite:

Si, comme lord Tweedsmuir l'a un jour déclaré, le premier devoir d'un Canadien est envers le Canada et non pas envers le commonwealth des nations britanniques, il ne semble pas y avoir aucune raison valable pourquoi ce pays, comme tous les autres pays du commonwealth d'ailleurs, n'adopterait pas un drapeau national distinctif. Un pareil emblème servirait à unir les Canadiens, quels qu'ils soient, en temps de guerre ou en temps de paix, en temps de crise ou en temps normal. Ils trouveraient ainsi plus facile de se donner la main et de travailler en vue de la grandeur et du progrès de notre nation.

Il en est de même pour l'hymne national *O Canada*, et tout Canadien qui aime son pays ne saurait s'y opposer.

Monsieur l'Orateur, nous, de la droite, avons à cœur d'assurer à notre nation la paix et la sécurité. J'ajoute que nous pourrions y réussir mieux si les partis en présence oublièrent leur fanatisme politique et apportaient leur collaboration à ceux qui ont été choisis pour mener les destinées de notre pays.

Monsieur l'Orateur, à notre arrivée à Ottawa, on a fait allusion au péril communiste. Je sais que la population tout entière réalise, aujourd'hui plus que jamais, que nous n'avons pas assez porté attention à ce mouvement. Celui-ci a connu une favorable réaction dans de nombreux pays de l'Europe et, dans l'espoir de pouvoir réussir ici également, il s'est attaqué au Canada. Il faut admettre que, malgré sa menace, il est encore à sa période d'organisation préliminaire sur notre continent. Je félicite le Gouvernement de la surveillance étroite qu'il a exercée et qu'il exerce encore pour combattre ce mouvement néfaste. Je suis convaincu que la population comprend aujourd'hui le sens véritable de cette idéologie révolutionnaire. Il nous sera donc plus facile de la combattre car la population ne laissera pas la tâche au gouvernement fédéral seul, surtout après les événements qui se sont déroulés au cours des dernières années; mais elle collaborera, j'en suis sûr, en faisant parvenir aux autorités concernées toute information qu'elle pourrait avoir envers ceux qui abhorrent l'ordre, la liberté et la religion.

Au point de vue économique, monsieur l'Orateur, c'est un fait que nous avons eu de bonnes récoltes, que l'industrie jouit d'une expansion sans précédent, que la tendance à l'inflation est moins prononcée, que l'emploi de la main-d'œuvre a atteint un niveau insoupçonné, mais j'ajouterai aussi qu'une réaction plus ou moins inquiétante se fait sentir depuis décembre dernier, due à une transition saisonnière et également à des restrictions sur l'exporta-

[M. Boivin.]

tion de nos produits. Il existe actuellement dans la ville de Granby, où je demeure, pour ne citer qu'un cas, un chômage qui affecte au delà de 1,500 personnes. J'ose espérer que ces gens-là, comme toute la population du Canada, reconnaîtront que le gouvernement fédéral a inauguré deux lois bienfaisantes en adoptant l'assurance-chômage et les allocations familiales.

Après avoir fait de telles constatations, ceci m'amène à une question qui a fait couler beaucoup d'encre. Je désirerais attirer l'attention de l'honorable ministre des Mines et Ressources (M. MacKinnon) sur le sujet immigration. Le premier mars 1948, en cette Chambre, j'attirais l'attention du prédécesseur de notre honorable ministre sur le danger d'une immigration massive. Le temps a prouvé que mes craintes étaient bien fondées. Je constatais, il y a quelques semaines à peine, que nous avions accepté, en 1948, 125,414 immigrants, c'est-à-dire le double de 1947. J'en suis venu à la conclusion que si nous avions accepté moins d'immigrants, nos gens de chez nous, qui sont actuellement sans travail, seraient tous employés en majeure partie.

Monsieur l'Orateur, je prenais connaissance, il y a déjà assez longtemps, d'un compte rendu d'une conférence prononcée par M. Watson Kirkconnell devant l'*Empire Club of Canada* à Toronto, le 23 mars 1944, qui m'a grandement intéressé. J'aimerais à citer le passage suivant:

L'histoire de l'immigration au pays est là pour appuyer ces principes, qui devraient guider notre politique à l'avenir. M. Kirkconnell la résume ainsi:

"Durant cette période considérée globalement (de 1851 à 1931), le Canada a toujours eu la moitié plus d'immigrants qu'il n'en pouvait absorber. Par exemple, de 1871 à 1881, l'immigration doubla, mais un immigrant sur cinq seulement resta au Canada. De 1881 à 1891, l'immigration devint deux fois et demie plus intense, mais un neuvième seulement des immigrants resta au pays. De 1891 à 1901, six sur dix immigrants quittèrent le Canada. Pendant la période d'immigration la plus intense, 1,848,000 étrangers affluèrent au Canada, mais l'émigration fut d'à peu près un million. De 1921 à 1931, nous avons accueilli un million et demi de nouveaux citoyens, mais nous en avons perdu un million et quart. Durant toute la période de 1851 à 1931, nous avons perdu 6,110,000 personnes parties aux États-Unis, dont 1,740,000 étaient natives du pays, et 4,370,000 étaient des immigrants qui avaient trouvé impossible de prendre pied dans notre vie économique. A aucun moment depuis 90 ans, si l'on excepte les exigences transitoires de la guerre, le Canada n'a souffert du manque de main-d'œuvre. Nous n'avons pas d'affaire à amener ici des masses d'immigrants avant que nous ayons raisonnablement assuré le plein embauchage et la sécurité sociale de notre propre population, de quelque origine raciale qu'elle soit."

Et plus loin le conférencier disait les paroles suivantes:

Le choix de nouveaux immigrants ne devrait pas être exclusivement britannique.